Ce que fait le Registre : dossier juridique

Le registre d’une Nation, l’identité et la vie privée.

La question en litige

Quelle valeur juridique le Registre de la Nation a-t-il comme dossier d’identité et de filiation? Comment les autres devraient-ils traiter ses certificats? Et quelles obligations de confidentialité s’y rattachent?

Les instruments

Instrument	Date	Effet
Décret de Dorchester	1789	Un registre de la postérité ordonné
Proclamation de Simcoe	1796	La vérification sous serment devant les magistrats
DNUDPA, art. 33	2007	L’identité et l’appartenance
Loi sur la Déclaration des Nations Unies	LC 2021, c 14	La loi canadienne de mise en œuvre

Les lois

Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, LC 2021, c 14.

Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, LC 2000, c 5.

Loi sur la preuve, LRO 1990, c E.23.

La jurisprudence

R c Powley, 2003 CSC 43
L’appartenance à une communauté titulaire de droits : auto-identification, lien ancestral, acceptation par la communauté.

Mitchell c MRN, 2001 CSC 33
La preuve de l’histoire autochtone est admissible si elle est utile et raisonnablement fiable.

Les arguments

	Pour une institution sceptique	Pour le Registre
Valeur	Une liste privée sans statut législatif	Le registre propre de la Nation, selon la norme de la Couronne de 1796
Preuve	Les certificats exigent une preuve indépendante	Chaque lignée prouvée par des documents et jurée
Vie privée	Doit respecter le droit de la vie privée	Adopte les principes du droit de la vie privée, et plus
DNUDPA	Simple outil d’interprétation	L’art. 33 reconnaît l’appartenance propre d’un peuple

Points faibles à vérifier

Pour le Registre : aucune loi ne le reconnaît; le critère d’acceptation communautaire de Powley. Pour l’institution : les documents et le serment du Registre peuvent dépasser ce que bien des institutions acceptent comme preuve.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Ce que fait le Registre : dossier juridique

Note d’information

Une banque demande si elle peut accepter le certificat du Registre comme preuve d’identité pour ouvrir un compte. En 150 à 200 mots, conseille la banque : ce que prouve le certificat, comment le vérifier, et quoi demander d’autre. Rédige une note d’information : objet, contexte, considérations, recommandation.

Problème de plaidoirie

Un membre demande un jugement déclarant qu’un organisme provincial a agi de façon déraisonnable en refusant le certificat du Registre comme preuve de filiation, sans l’examiner. L’organisme soutient que seuls les dossiers gouvernementaux comptent.

Pour le membre : le fondement du certificat, Mitchell sur la preuve, la DNUDPA. **Pour l’organisme :** sa loi et son pouvoir discrétionnaire. **Pour les deux :** ce qu’un décideur raisonnable doit faire d’une preuve qu’il ne voit pas habituellement.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Ce que fait le Registre : dossier juridique

Un plan type : IRAC

Étape	Pour le membre
Question	Le refus d’examiner le certificat était-il raisonnable?
Règle	Le contrôle selon la norme de la décision raisonnable; la preuve de l’histoire autochtone (Mitchell); la DNUDPA.
Application	L’organisme a refusé sans examiner; le certificat repose sur des documents et un serment.
Conclusion	La décision annulée et renvoyée pour réexamen.

Le plan de l’organisme suit les quatre mêmes étapes en sens inverse. Les étudiants le rédigent eux-mêmes.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Ce que fait le Registre : dossier juridique

Travail écrit : mémoire

La tâche

Rédige le mémoire d’une des parties à la plaidoirie de cette fiche : Le membre ou L’organisme, selon les consignes. Puis plaide-le.

Exigences

- 2 500 mots, sans la liste des autorités.
- Chaque autorité citée selon le Guide McGill, avec renvois précis.
- Au moins six autorités, dont au moins deux absentes de cette fiche.
- Répondre au meilleur argument adverse dans la partie III, et pas seulement présenter sa propre thèse.
- Seulement les faits énoncés dans le problème; aucun fait nouveau.

Structure

- Partie I, les faits : un exposé neutre, deux pages au plus.
- Partie II, les questions en litige : chacune en une seule question.
- Partie III, le droit et l’argumentation : question par question, la règle, son application, et la réponse à l’autre partie.
- Partie IV, l’ordonnance demandée : rédigée avec précision.
- Partie V, la liste des autorités : lois, puis jurisprudence, puis doctrine.

Échéancier

- Semaine 1 : recherche; un plan d’une page des questions et des autorités.
- Semaine 2 : le mémoire complet, échangé avec l’autre partie.
- Semaine 3 : la plaidoirie.

Plaidoirie

Quinze minutes par partie, deux minutes de réplique pour la partie requérante. Attendez-vous aux questions du tribunal dès la première minute; la grille de correction de la page du corps professoral s’applique.

Intégrité

Ton mémoire doit être le tien. Si tu utilises un outil d’IA pour la recherche ou la rédaction, vérifie chaque autorité dans les recueils et indique-le dans une note; une référence inventée entraîne l’échec du travail.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.

Ce que fait le Registre : dossier juridique

Pour le corps professoral : normes visées

Compétences universelles	Repérer les faits et les affirmations clés; Comprendre les perspectives et les points de vue; Analyser et évaluer les preuves; Appliquer : qu’est-ce que cela veut dire pour nous?. Les mêmes partout, quel que soit le programme.
Appel à l’action 28 de la CVR	L’identité et l’appartenance (DNUDPA art. 33, Powley), la preuve (Mitchell) et la vie privée.
Exigence nationale	Résolution de problèmes, recherche juridique, communication orale et écrite.
Citation	Le Guide McGill; les renvois précis sont laissés aux étudiants.
Méthode	IRAC; une note d’information à une banque; une plaidoirie en contrôle judiciaire.
Équilibre	Les arguments des deux côtés et leurs points faibles; le dossier nomme sa propre position.
Durée	Un cours de 90 minutes; la plaidoirie en séance distincte.

Grille de correction : la plaidoirie

	Remarquable	Solide	Compétent	Faible
Droit	Toutes les autorités pertinentes, exactes, avec renvois précis	Principales autorités justes	Certaines manquent ou sont imprécises	Erronées ou absentes
Analyse	Applique le droit aux faits et répond au meilleur argument adverse	Applique clairement le droit	L’applique en partie	Énonce le droit sans l’appliquer
Structure	Un plan clair, suivi	Clair, généralement suivi	Quelques écarts	Difficile à suivre
Plaidoirie	Répond directement au tribunal et revient à sa thèse	Répond bien	Répond avec difficulté	Évite les questions

Ce dossier expose la position de la Nation mohawk de Grand River à côté d’autres positions, pour l’étude et la plaidoirie. Les résumés de jurisprudence servent à l’enseignement : lisez les recueils. Il ne constitue pas un avis juridique.

© Mohawk’s Printer for Grand River, 2026, pour la Nation mohawk de Grand River · Territoire de Grand River, Ohsweken. Reproduction libre pour l’enseignement.